

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 13/003/2009 – ÉFAI

8 mai 2009

AU 122/09 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

BANGLADESH Abdullah Al Amin Biplob (h), journaliste

Le journaliste Abdullah Al Amin Biplob a été agressé par des hommes se présentant comme des sympathisants d'un parlementaire local le 11 avril, à la suite de la publication de plusieurs articles qu'il avait écrits pour le journal bangladais *Samakal* et dans lesquels il critiquait les actes de cet élu.

Selon son propre témoignage, Abdullah Al Amin Biplob a été abordé le 11 avril à 13 h 30 par ce parlementaire local de la Ligue Awami dans le village de Maisebary Chowrasta, près de la ville de Gafargaon. Ce dernier lui a expliqué qu'il avait été élu pour une durée de cinq ans et que, pendant cette période, il ne tolérerait pas que quiconque écrive des choses négatives le concernant. Il a menacé Abdullah Al Amin Biplob de lui donner « *une leçon* » s'il écrivait une phrase de plus le critiquant.

Le même jour vers 19 h 30, Abdullah Al Amin Biplob s'est rendu dans un cybercafé de Gafargaon afin d'envoyer un article à son journal. Avant qu'il n'ait pu le faire, deux hommes sont entrés et se sont approchés de lui. Ils ont laissé entrevoir des couteaux de cuisine qu'ils avaient dissimulés sous leur chemise. Plusieurs autres hommes armés de couteaux ou de tuyaux en fer les ont rejoints. L'un de ces hommes a indiqué à Abdullah Al Amin Biplob que le parlementaire local cité précédemment leur avait demandé de lui couper la tête parce qu'il avait écrit des articles qui lui étaient défavorables. Cet homme a alors tenté de lui porter un coup à la tête avec un couteau de cuisine. Heureusement, Abdullah Al Amin Biplob est parvenu à l'éviter à temps mais il a reçu plusieurs coups de couteau à la main. Le même homme a ensuite essayé de lui poignarder l'abdomen. Abdullah Al Amin Biplob a une fois de plus réussi à esquiver mais il a été de nouveau coupé à la main. On a tenté de lui porter un autre coup à la tête, qu'il a paré au moyen de son bras gauche. Cela lui a occasionné une profonde entaille au coude.

Abdullah Al Amin Biplob a réussi à fuir et, une fois à l'extérieur, il a constaté que d'autres journalistes étaient venus voir ce qui se passait. Cependant, ils n'ont pas pu l'aider car ils avaient peur de passer devant un groupe composé des nombreux hommes qui s'étaient joints aux agresseurs. Il a également remarqué quatre policiers, qui n'ont rien fait pour empêcher ces hommes d'attenter à sa vie jusqu'à ce qu'il sollicite explicitement leur aide. Abdullah Al Amin Biplob a ensuite été conduit en rickshaw à l'hôpital de Gafargaon. Il a été examiné par un médecin qui a soigné ses blessures, notamment une profonde entaille au coude gauche. Sur l'avis de ce médecin, il a été emmené à l'hôpital universitaire de Mymensingh, où il a subi une opération d'urgence. Au total, Abdullah Al Amin Biplob a passé dix-sept jours à l'hôpital.

Le 12 avril, l'un de ses amis a signalé l'agression en son nom au poste de police local. Six personnes impliquées dans ces faits ont été nommées et près de 10 autres inconnus qui les ont aidées ont également été mentionnés. Bien que la police ait enregistré la plainte, elle n'a interrogé aucun des auteurs présumés. Questionnée à ce sujet, elle n'a pas non plus expliqué pour quelle raison elle ne menait pas d'enquête sur cette affaire. Abdullah Al Amin Biplob et ses collègues journalistes soupçonnent le parlementaire local cité précédemment d'avoir utilisé son influence politique pour empêcher l'ouverture d'une enquête. Cependant, celui-ci nie tout lien avec les agresseurs.

Six des auteurs présumés ont obtenu par la suite leur maintien en liberté sous caution, trois au tribunal de Mymensingh et les trois autres devant la Haute Cour. Le 30 avril, trois des auteurs présumés ont envoyé le SMS suivant sur le téléphone portable d'Abdullah Al Amin Biplob : « *Biplob, on va te tuer, fils de pute.* »

Aujourd'hui, on a obtenu la liberté sous caution par la Haute Cour. Si tu veux vivre, retire ta plainte. [signé] F Fakhrul, Sayot, Biplob [une autre personne], Shafique. »

Abdullah Al Amin Biplob a informé la police de ces menaces de mort. Les policiers s'étant contentés d'inscrire cet élément dans le dossier, il craint d'être de nouveau agressé à tout moment. L'agression dont a été victime Abdullah Al Amin Biplob est la première de ce type depuis l'accession au pouvoir de la Ligue Awami. D'autres journalistes de Gafargaon craignent d'être également menacés si le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires pour assurer la sécurité d'Abdullah Al Amin Biplob et traduire les agresseurs présumés en justice.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Bangladesh, des personnes liées à des bandes armées et travaillant, semble-t-il, pour le compte de responsables politiques locaux, s'en prennent fréquemment aux journalistes qui écrivent des articles critiquant ces responsables. Selon les informations reçues, le nombre de ces attaques aurait augmenté entre 2000 et 2005 car les gouvernements issus des partis au pouvoir à l'époque – la Ligue Awami (1996-2001) et le Parti nationaliste du Bangladesh (2001-2006) – n'ont pas mis fin à ces agissements. Au moins huit journalistes ont été assassinés au cours de cette période. Face à la multiplication des critiques aux niveaux national et international, la situation s'est améliorée depuis fin 2005, mais personne n'a été déféré à la justice pour ces agressions ou ces assassinats.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- engagez les autorités du Bangladesh à prendre les mesures nécessaires pour que l'agression dont Abdullah Al Amin Biplob a été victime et les menaces de mort qu'il a reçues fassent sans délai l'objet d'une enquête approfondie et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- exhortez-les à faire en sorte qu'Abdullah Al Amin Biplob, ses proches et les témoins bénéficient de toute la protection juridique nécessaire dans leur démarche visant à obtenir justice par le biais du système pénal ;
- priez-les instamment de veiller à ce que toutes les allégations d'atteintes aux droits humains de la part de membres du parti au pouvoir ou de ses partis alliés fassent l'objet dans les meilleurs délais d'une enquête menée par une autorité indépendante et compétente, et à ce que les responsables présumés soient traduits en justice, quels que soient leur position au sein de ces partis et leurs liens avec le gouvernement.

APPELS À :

Première ministre :

Prime Minister Sheikh Hasina
Prime Minister's Office
Old Sangsad Bhaban
Tejgaon, Dhaka-1215
Bangladesh

Fax : + 88028113244

Courriers électroniques : info@pmo.gov.bd

Formule d'appel : *Dear Prime Minister, / Madame la Première ministre,*

Ministre de l'Intérieur :

Advocate Sahara Khatun_
Minister of Home Affairs
Bangladesh Secretariat
Dhaka-1000
Bangladesh

Fax : + 88027164788

Courriers électroniques : sobhansikder@yahoo.com

Formule d'appel : *Dear Home Minister, / Madame la Ministre,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 JUIN 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.